

Paris le 28 Septembre 2023

Madame,

Monsieur,

A la demande de Madame la Ministre Olivia Grégoire, je pilote un groupe d'experts chargé de réfléchir à un ensemble de mesures qui permettraient de changer notre système de consommation pour favoriser des pratiques empreintes de davantage de d'équité et de durabilité. Ces propositions seront ensuite soumises à l'avis du CNC et pourraient nourrir les réflexions sur de possibles réformes au niveau français et européen.

Vous trouverez ci-joint le courrier de Madame La Ministre explicitant les objectifs, enjeux et contours de cette mission.

Parallèlement à l'animation d'un groupe de travail qui articule plusieurs compétences disciplinaires, cette mission prévoit d'interroger un certain nombre de parties prenantes pour prendre en compte leur avis et recommandations dans le cadre de la réflexion.

C'est à ce titre que je sollicite l'avis et les recommandations de votre organisation.

***L'objectif est de nous faire parvenir les 5 propositions qui VOUS semblent les plus urgentes, opportunes et réalistes pour parvenir à changer notre système de consommation en faveur d'une consommation plus durable et plus équitable.***

Il nous semble important que ces propositions prennent en compte, outre les contraintes écologiques, environnementales et sociétales, différentes sphères possibles de réflexion et d'action et notamment tout ce qui concerne :

- La question du **pouvoir** respectif des acteurs du marché dans la perspective d'améliorer significativement le « pouvoir de vivre » au-delà de la seule question du pouvoir d'achat ;
- La question du **vouloir** qui doit animer un projet de société dans lequel nous espérons pouvoir vivre et s'épanouir
- La question du **savoir** qui renvoie notamment aux différentes informations et de connaissances qu'il vous semble indispensable de mettre à disposition des citoyens et usagers concernant le monde marchand

La consigne est de garder à l'esprit un ensemble de critères permettant d'évaluer la pertinence de vos propositions et qui sont notamment :

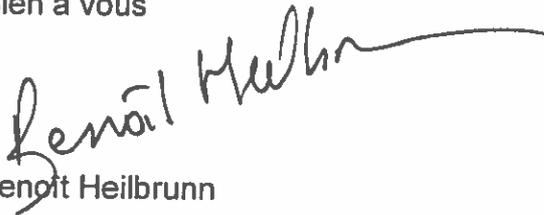
1. L'urgente nécessité de **réduire** la consommation globale de matière et d'énergie
2. La possibilité de penser des solutions ou systèmes de production/distribution/usage permettant de **créer de la valeur économique**
3. La volonté de promouvoir un système de consommation plus **équitable** et plus **juste**

Vos recommandations pourront prendre plusieurs formes allant de l'expérimentation à la réglementation en passant par des mesures d'incitation, d'influence, d'interdiction et de contraintes diverses.

Si le projet vous agréé, je vous prie de bien vouloir me faire part de vos recommandations assorties, si nécessaire, de quelques lignes de justification, pour le 29 septembre 2023.

Je vous remercie par avance très sincèrement d'accepter de participer à cette réflexion collective.

Bien à vous



Benoît Heilbrunn

bheilbrunn@escp.eu



**MINISTÈRE  
CHARGÉ DES PETITES  
ET MOYENNES ENTREPRISES,  
DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT  
ET DU TOURISME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Paris, le 11 mai 2023

**Lettre de mission portant constitution d'un groupe d'experts pour créer  
les conditions d'une consommation durable et équitable**

Monsieur,

Le soutien à une consommation durable, compatible avec les impératifs de transition écologique et même y contribuant, est l'une des priorités de ce Gouvernement. En charge de cette politique publique, j'y apporte d'autant plus d'attention que la dernière grande loi sur la consommation remonte à près de dix ans alors qu'elle évolue dans un cadre largement remis en cause par les grands défis du XXI<sup>e</sup> siècle : environnemental, social, technologique.

Ces problématiques convergent avec l'accent que le Gouvernement a donné à la souveraineté de notre pays, avec pour mission d'accompagner la transition écologique et numérique de la société française pour faire face aux mutations à l'œuvre au plan européen et mondial. La consommation peut et doit être au cœur de cette transition. Pour ce faire, elle doit nécessairement être repensée, encadrée et réorientée.

Avec la nécessité de redonner ou donner au consommateur le pouvoir d'acheter en cette période d'inflation, celui-ci doit pouvoir prendre en compte l'urgence écologique et choisir ce qui est le plus utile et durable pour lui et pour la planète ; en un mot, passer de la société de consommation à la société des consommateurs, où ces derniers sont libres de faire leurs choix en toute connaissance de cause, alors que se multiplient les mentions et labels censés éclairer le consommateur sur leur impact environnemental ou social mais qui — par leur profusion, l'hétérogénéité des réalités qu'ils recouvrent — peuvent parfois obscurcir son jugement en l'absence d'un contrôle public renforcé. La valorisation des produits plus durables par les professionnels et le contrôle de la loyauté (et de la lisibilité) des allégations associées n'est pas le seul levier mobilisable pour prendre en compte les impacts environnementaux de la consommation.

1/2

139 rue de Bercy  
75572 Paris Cedex 12

D'autres dispositions, de préférence incitatives, pourraient être étudiées afin de définir une véritable « politique de la consommation responsable ». Celle-ci est en effet à envisager comme un droit, mais aussi de plus en plus comme un devoir collectif.

Cela implique une réflexion et une expertise collectives qui prennent en compte les aspects économiques, psychologiques, anthropologiques et sociologiques des pratiques de consommation. Il importe dans cette démarche de considérer les différents bénéfices pour les consommateurs, les différents types de risques (pour l'environnement, la santé et la société) » des produits et services, en les articulant à une mise en œuvre prudente de la parole et de l'action publiques pour orienter les pratiques de consommation, faire évoluer les comportements, sans remettre en cause la liberté de choix des consommateurs.

Mon ministère lancera en 2023 une réflexion sur la modernisation du mouvement consumériste. Ce travail sur les moyens, l'organisation et le rôle des associations de défense des consommateurs doit être mené parallèlement à une réflexion sur la nature de la consommation de demain qui sera menée par un groupe d'experts que vous constituerez et que vous présiderez. Il rassemblera des membres réputés pour leur qualification sur la consommation et dont la diversité des profils permettra un partage des points de vue prospectifs différents.

Ce groupe d'experts aura notamment pour mission d'éclairer les enjeux de long terme auxquels le développement d'une consommation durable est confronté : rôle des consommateurs dans l'accélération de la transition écologique, facteurs d'une consommation durable, définition et promotion de nouveaux modes de consommation durable... Il pourra également faire des propositions sur le dosage souhaitable du recours aux différents outils par lesquels les politiques publiques peuvent influencer sur le comportement des consommateurs (signal prix, mesures normatives, incitatif comportemental), en tenant compte des réticences éventuelles et de l'équité des efforts demandés, afin de faciliter l'acceptabilité des mesures.

J'inviterai ce groupe d'experts à me remettre ses travaux en octobre 2023. Il se réunira au moins une fois par mois sous votre égide et mènera ses travaux en propre. Il pourra également proposer l'organisation de conférences et de colloques sur les sujets prégnants qu'il aura identifiés. Il pourra également se nourrir d'une consultation par voie écrite d'associations et acteurs du monde marchand pour tenir compte de leurs idées, propositions et contraintes concernant le système de consommation.

A l'issue de vos travaux, j'inviterai le Conseil national de la consommation à me faire part de son avis sur vos propositions. Si des mesures font consensus, je souhaiterais les intégrer à un texte s'il est nécessaire de recourir à la voie législative.

Le groupe d'experts disposera pour la réalisation de sa mission de l'appui de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.



**Olivia GREGOIRE**